

Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro

In: Genèses, 16, 1994. pp. 45-68.

Citer ce document / Cite this document :

de Almeida Abreu Mauricio, Le Clerre Gérard. Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro. In: Genèses, 16, 1994. pp. 45-68.

doi : 10.3406/genes.1994.1246

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_16_1_1246

RECONSTRUIRE UNE HISTOIRE OUBLIÉE

ORIGINE ET EXPANSION
INITIALE DES *FAVELAS* DE
RIO DE JANEIRO

**Mauricio de Almeida
Abreu**

Depuis déjà longtemps, l'image qui s'attache à Rio de Janeiro est celle d'une ville de contrastes. Les voyageurs du XVIII^e et du XIX^e siècles ont souligné de manière unanime les disparités criantes existant à l'époque entre, d'un côté, le magnifique décor naturel qui enveloppait la ville et, de l'autre, l'aspect étriqué et la laideur de son cadre bâti. Alfred Agache, le premier à avoir conçu pour elle un projet urbanistique, déclarait pour sa part en 1930 que son opulente façade ne faisait que cacher une véritable ville de province¹. Si l'on en croit une publication récente dédiée à Rio de Janeiro, cette image s'est maintenue : incarnant à la fois l'abondance et la pénurie, la magnificence et la disgrâce, la joie et la tristesse, la ville y est présentée ni plus ni moins comme ayant de la «beauté du diable²». Cette image de «terre de contrastes» n'est en rien usurpée. Par son économie et sa culture, Rio de Janeiro traduit bien la diversité caractéristique de la société brésilienne dans son ensemble. Certains facteurs historiques et naturels ont contribué à accentuer de tels contrastes, et à donner de surcroît l'image d'un «lieu exotique».

La *favela* n'est sans doute pas l'élément le plus important de ces disparités, mais parce qu'elle en constitue l'une des illustrations les plus visibles, elle occupe depuis déjà un certain temps une place de choix dans les débats qui traitent de la ville. Ce n'est pas pour autant qu'elle y est abordée en des termes consensuels ; au contraire, il est possible d'associer à la *favela* diverses images contrastées, qui reproduisent à son échelle les traits principaux de la ville de Rio. Refuge de la marginalité urbaine mais aussi lieu de résidence d'honnêtes travailleurs, «plaie» dans la ville mais également «berceau de la samba», solution urbanistique à la fois louée et méprisée, toutes ces images de la *favela* se sont peu à peu impo-

1. Prefeitura do Distrito Federal, *Cidade do Rio de Janeiro, Remodelação, Extensão, Embelezamento*, Paris, Foyer brésilien, 1930.

2. Graciela Schneier et Ana Maria Montenegro (éds.), «Rio de Janeiro. La beauté du Diable», *Autrement*, Série Monde HS n° 42, janvier 1990.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

sées au cours du XX^e siècle et se trouvent désormais intégrées à l'imaginaire collectif de la ville. Elles ont aussi donné lieu à d'innombrables réflexions quant à son rôle dans l'ensemble de la structure urbaine *carioca*³ (NdT : habitant de Rio de Janeiro). A Rio, la *favela* constitue aujourd'hui la forme d'habitat populaire la plus répandue. En 1991, la ville en comptait 545 abritant un total de 1 100 000 habitants⁴. Ce chiffre illustre l'ampleur considérable prise par cette «solution» au problème de l'habitat.

Malgré cette longue présence sur la scène *carioca*, on ne sait pas grand-chose de l'origine et du processus d'expansion initial de la *favela*. Une telle méconnaissance tient sans doute à deux facteurs : d'une part à la difficulté d'obtenir des informations à son sujet, et d'autre part à la large diffusion et au retentissement de deux travaux importants datant des années soixante⁵, qui ont soutenu la fausse idée selon laquelle la *favela* n'aurait commencé à «attirer l'attention» – autrement dit à devenir un élément significatif de la structure urbaine *carioca* – qu'à partir de 1940.

Cette erreur peut cependant s'expliquer, dans la mesure où, avant 1930, la *favela* existait *de facto* mais pas *de jure*. Si elle était présente dans le tissu urbain, elle est restée jusqu'à l'absence des statistiques et des plans de la ville, et ignorée des recensements. Parce qu'elle était considérée comme une situation d'habitat provisoire et illégale, il n'y avait pas de raisons de la décrire, de l'étudier ou de la mesurer⁶. Pour les pouvoirs publics, les *favelas* n'existaient pas, tout simplement.

Le changement de régime politique intervenu en 1930 n'a guère modifié cette situation. Si les habitants des *favelas cariocas* ont bénéficié de la législation du travail et des mesures sociales mises en place par le gouvernement de Getulio Vargas⁷, leurs zones d'habitation ont néanmoins continué, malgré leur nombre croissant, à être vues comme temporaires, et par conséquent à échapper aux statistiques et aux registres officiels de la ville.

Ce n'est qu'après 1940 que cet état de choses commence à changer. Décidé à «résoudre les problèmes d'hygiène», le conseil municipal entreprend une série de relevés systématiques des *favelas*⁸. Le but était de recenser leurs habitants afin de les transférer des zones urbaines valorisées qu'ils occupaient vers des «parcs prolétaires» que le gouvernement projetait de construire. L'échec de cette politique est bien connu⁹, mais elle aura néanmoins permis l'apparition

3. Voir à cet égard Janice Perlman, *The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro*, Berkeley, University of California Press, 1976 ; Anthony Leeds, *A sociologia do Brasil urbano*, Rio de Janeiro, Zahar, 1978 ; Carlos Nelson F. dos Santos, *Movimentos urbanos no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Zahar, 1981.

4. IPLANRIO, *Cadastro de Favelas*, 1991.

5. SAGMACS [Société d'analyses graphiques et mécanographiques appliquées aux complexes sociaux], *Aspectos Humanos da Favela Carioca*, supplément spécial du journal *Estado de São Paulo*, 10-15 avril 1960 ; Lucien Parisse, *Favelas do Rio de Janeiro – Evolução, Sentido*, Rio de Janeiro, CENPHA, 1969.

6. Le Plan Agache constitue une exception à la règle, même s'il proposait parallèlement son éradication. Voir à ce propos Prefeitura do Distrito Federal, *Cidade do Rio..., op. cit.*

7. Henrique Dias da Cruz, *Os morros cariocas no novo regime*, Rio de Janeiro (sans éd.), 1941.

8. L. Parisse, *Favelas..., op. cit.*, p. 48.

9. *Ibid.*, chap. 2.

des premières statistiques détaillées concernant les *favelas* de la ville. C'est ce qui explique que les études menées à leur sujet aient concentré leur intérêt sur la période post-1940.

Le large écho qu'a eu le Parti communiste dans les *favelas* lors des élections de 1947 y a été aussi pour quelque chose. Inquiète de la «démagogie communiste»¹⁰, la Mairie entreprendra au lendemain de ces élections un recensement des *favelas* de la ville, qui, si sa mauvaise qualité est généralement admise, n'en a pas moins permis d'en dresser l'inventaire : les 119 dénombrées à cette occasion ont laissé apparaître un total de 70 605 cases (*casebres*) et 283 390 résidents, soit 14% de la population de Rio de Janeiro¹¹. Dès lors, la *favela* allait commencer à exister *de jure*, même si les chiffres la concernant ne sont aujourd'hui encore que des approximations.

Le présent travail se propose d'étudier les premières années d'existence de la *favela* à Rio de Janeiro, et particulièrement la période allant de la fin du XIX^e siècle à 1930, c'est-à-dire le moment où elle va s'affirmer en tant que solution d'habitat et se répandre sur la scène urbaine. Le but premier sera ici de tirer de l'oubli toute une histoire de lutte pour le droit à la ville qui s'est déroulée au début du XX^e siècle et qui, depuis, est restée dans l'ombre. En raison du manque d'informations déjà mentionné, cette étude s'appuiera sur la seule source disponible capable de retracer, bien qu'imparfaitement, le processus d'expansion des *favelas* à travers la ville : la presse périodique.

Le recours à une telle source comme base principale d'étude pose quelques problèmes. Par souci d'exalter un ordre bourgeois nouvellement instauré, les organes de presse de l'époque ont toujours présenté une vision tendancieuse de la *favela* : celle de la négation même de l'ordre et du progrès. Quoi qu'il en soit, on ne peut y échapper. Quant à la presse ouvrière, elle s'est toujours désintéressée des *favelas*. Les récits oraux à ce sujet sont pour leur part inexistant ou inconnus. Bien que la seule source utilisable reste ainsi, par certains aspects, problématique, elle n'en demeure pas moins relativement riche et peu exploitée.

Dans sa recherche d'informations sur les *favelas* à travers la presse, ce travail a privilégié le quotidien *Correio da Manhã*, dont les numéros ont été étudiés depuis sa première parution en 1901 jusqu'à la fin de 1930. Un test portant sur plusieurs journaux a en effet montré que le *Correio* était celui qui avait fait preuve du plus d'intérêt pour les causes

10. *Ibid.*, p. 88.

11. *Ibid.*, p. 97. Notons que les premières statistiques officielles à ce sujet donnent des chiffres différents. Le recensement réalisé en 1948 et le recensement général de 1950, qui définissaient autrement les *favelas*, ont montré des résultats inférieurs à ceux de 1947. Cf. L. Parisse, *Favelas...*, *op. cit.*, pp. 97-112.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

dites «populaires»¹². À côté de cette investigation systématique, des informations complémentaires ont pu toutefois être obtenues à partir d'archives et de quelques autres organes de presse.

Le Rio de Janeiro de la fin du XIX^e siècle

La fin du XIX^e siècle constitue dans l'histoire brésilienne une importante période de transition. Après l'abolition de l'esclavage en 1888 et la proclamation de la République en 1889, le pays allait connaître durant la dernière décennie du siècle toute une série de transformations économiques, politiques et sociales qui, bien que traumatisantes à divers égards¹³, ont permis son intégration effective au nouvel ordre international mis en œuvre avec l'avènement de la seconde révolution industrielle.

Capitale du pays et principale charnière entre le territoire brésilien et les centres névralgiques du capitalisme mondial de l'époque, Rio de Janeiro va devenir le lieu de manifestation privilégié des pressions exercées sur la République naissante. Sur ces tensions nouvelles viendront se greffer toute une série de contradictions que la ville avait accumulées au fil d'une histoire déjà longue. Elles résultaient avant tout, d'une part, de l'absence d'un port moderne capable de répondre aux besoins du processus d'importation/exportation et, d'autre part, du maintien d'une trame urbaine héritée de l'époque coloniale, qui ne faisait qu'entraver la circulation interne et qui, selon des critiques d'alors, conférait à la ville un air de «grosse bourgade portugaise».

Même si elle affichait une nombreuse population – les documents de 1890 la chiffrent à 522 651 habitants –, la ville était victime de pertes démographiques considérables, dues à toutes sortes d'épidémies dont la principale était la fièvre jaune. Non seulement ces fléaux la ravageaient régulièrement, mais ils décimaient chaque année des pans entiers de la force de travail, dans la mesure où c'est dans les zones d'habitat collectif qu'ils sévissaient avec le plus de violence. Les propositions n'ont pas manqué pour tenter de résoudre ces contradictions. Elles s'accordaient au moins sur un point : la nécessité d'intervenir directement sur l'environnement aussi bien naturel que bâti. On envisagera ainsi de drainer les marais, d'araser les collines, de surélever le sol, de construire un port moderne, d'élargir les rues et de bâtir des logements hygiéniques. Toutes ces propositions se sont néanmoins

12. Ce test a porté, outre le *Correio da Manhã* (CM), sur les journaux suivants : *Jornal do Brasil* (JB), *O País*, *Jornal do Commercio* (JC) et *Gazeta de Notícias*.

13. Voir Nicolau Sevcenko, *Literatura como Missão. Tensões Sociais e Criação cultural na Primeira República*, São Paulo, Brasiliense, 1985, chap. 1.

heurtées soit au manque de capitaux, soit à l'absence de volonté politique. S'il était impossible de mettre en œuvre la forme urbaine souhaitée, il était en tout cas urgent de s'attaquer de front à la question sanitaire, ce dont s'était d'ailleurs chargé la politique hygiéniste du gouvernement central depuis déjà un certain temps. Il s'agissait de fait d'un problème à l'échelle nationale. Quant à la question de l'insalubrité de Rio de Janeiro, elle ne concernait pas uniquement la chute de productivité du travail urbain ou l'image compromettante que la ville pouvait donner d'elle-même ; cet état de choses minait également la politique d'immigration et ralentissait le flux de capitaux en direction du Brésil.

Le combat contre les habitations collectives

L'exemple le plus significatif de l'intervention du gouvernement brésilien dans le domaine de l'hygiène publique, au XIX^e siècle, est sans aucun doute le combat qu'il a livré contre ce qu'on appelait alors les «habitations collectives» à Rio de Janeiro. Mise en œuvre alors que l'Empire était encore debout, cette politique a fait intervenir toute une série d'enjeux, et elle a débordé très largement les limites du simple souci hygiéniste.

Décidée à éliminer les «miasmes» qui, selon elle, étaient à l'origine de l'insalubrité de la ville, l'Inspection de l'hygiène publique (*Inspetoria de Higiene Pública*) a engagé durant les dernières décennies du XIX^e siècle une bataille implacable contre ces habitations collectives, que l'on appelait *estalagens* ou *cortiços*¹⁴, aidée en cela par l'Académie de médecine. Pour l'une et l'autre institutions, les *cortiços* représentaient des maux qu'il fallait à tout prix éradiquer du décor urbain. Les autorités policières appuieront, elles aussi, cette entreprise, préoccupées qu'elles étaient par le caractère potentiellement explosif d'un centre ville relativement dense et par la difficulté d'en assurer le contrôle logistique en cas de conflit, en raison de la configuration étriquée de la voirie existante¹⁵.

Cependant, dans une ville pré-industrielle telle que l'était Rio, la logique rentière prévalait sur les autres¹⁶. Insalubres ou pas, les *cortiços* n'en constituaient pas moins une importante source de revenus pour les innombrables individus qui vivaient de leur exploitation : les *corticeiros*. De son côté, en tant que représentant des intérêts commerciaux et rentiers de la ville, le conseil municipal ne s'effor-

14. Il existe une subtile nuance entre ces deux types d'habitat. L'*estalagem* était un immeuble composé d'un bâtiment de façade qui comportait, au fond du terrain sur lequel il était construit, une succession de chambres ou de cases dotées d'une porte et d'une fenêtre. Lorsqu'il y en avait, les installations sanitaires étaient peu nombreuses et collectives, et quand l'état général de cet habitat se détériorait, il prenait le nom de *cortiço*, qui était par conséquent un *estalagem* de qualité inférieure. Voir à ce sujet Lilian F. Vaz, *Contribuição ao Estudo da Produção et Transformação do Espaço da Habitação Popular : as habitações coletivas no Rio antigo*, Rio de Janeiro, UFRJ, dissertação de mestrado, chap. 4.

15. Voir à ce sujet Mauricio A. Abreu, "Da Habitação ao Habitat : A Questão da Habitação Popular no Rio de Janeiro e sua Evolução", *Revista do Rio de Janeiro*, n° 2, 1986, pp. 47-58.

16. Luiz Cesar Q. Ribeiro, "Formação do Capital Imobiliário e a Produção do Espaço Construído no Rio de Janeiro - 1870-1930", *Espaço & Debates*, vol. 5, n° 15, 1985, pp. 5-32.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

çait guère de changer la situation. Bien qu'ayant promulgué des ordonnances sévères visant à combattre les *cortiços* sous la pression des organes responsables de l'hygiène, il continuait à faire la sourde oreille quand il s'agissait de les faire appliquer. Par ailleurs, le rapide essor démographique de la ville ne faisait qu'accroître le pouvoir de marchandage des *corticeiros*.

Préoccupé par la situation, l'Inspecteur général de l'hygiène déclarait en 1890 que la population de ces habitations collectives représentait déjà «le double de celle recensée en 1886, c'est-à-dire plus de 100 000 habitants»¹⁷. Liée sans aucun doute à l'abolition de l'esclavage, cette croissance démographique va coïncider avec une recrudescence des épidémies, ce qui entraînera une intensification de la campagne engagée contre les *cortiços*. Sous la pression directe de l'Inspection de l'hygiène, plusieurs d'entre eux seront condamnés ou démolis à partir de 1890. Le plus grand, baptisé *Cabeça de Porco* et qui abritait plus de 2 000 personnes, sera ainsi effacé de la carte en 1893¹⁸. La lutte continuera tout au long de la décennie, ce qui ne fera qu'aggraver la situation du logement de la ville.

La campagne menée contre les *cortiços* n'avait pourtant pas altéré la structure de Rio de Janeiro. Les turbulences politiques et économiques apparues avec l'avènement de la République interdisaient tout projet de réforme urbaine. Il aurait fallu en outre l'aide substantielle d'investisseurs étrangers par ailleurs découragés par le climat d'instabilité qui régnait dans la capitale. A la fin de la décennie, l'oligarchie du café ayant repris les rênes du pouvoir et restauré la crédibilité financière du pays, la voie sera libre à nouveau pour l'entrée des capitaux extérieurs nécessaires au remodelage de la ville, et c'est peu après, au cours de la période de 1903 à 1906, que sa configuration va pouvoir finalement être repensée et transformée de manière radicale¹⁹.

L'origine de la favela

A Rio de Janeiro, les *favelas* datent d'avant cette réforme urbaine du début du siècle, et leur origine est liée à l'apparition de deux foyers de tension qui ont affecté la ville durant la décennie antérieure : une forte aggravation de la crise de l'habitat d'une part, et les crises politiques engendrées par l'avènement de la République d'autre part. Parmi ces dernières, il en est deux qui ont joué un rôle capital : d'abord la

17. "Relatorio dos Trabahos da Inspetoria Geral de Higiene, 1892", in Jaime Benchimol, *Pereira Passos, um Hausmann Tropical*, Rio de Janeiro, Secretaria Municipal de Cultura, 1990, p. 181.

18. Voir Lilian F. Vaz, "Notas sobre o Cabeça de Porco", *Revista do Rio de Janeiro*, n° 2, 1986, pp. 29-35.

19. A propos de la réforme urbaine, voir Jaime Benchimol, *Pereira Passos...*, *op. cit.* ; Mauricio A. Abreu, *Evolução Urbana do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, IPLANRIO, Jorge Zahar (éd.), 1987.

révolte de l'Armée survenue en 1893-1894, et ensuite la campagne militaire de Canudos de 1896-1897²⁰.

C'est à partir de cette révolte de l'Armée que le gouvernement s'est trouvé confronté au problème du logement des soldats dans Rio de Janeiro. Pour remédier à cette situation, des ordres seront donnés pour mettre à la disposition des militaires le couvent de Santo Antonio, situé sur la colline du même nom. Cependant, en raison du manque de commodités, le colonel Moreira Cesar (qui mourra un peu plus tard dans la campagne de Canudos) va autoriser la construction, sur l'un des flancs de la colline, de plusieurs baraquements de bois. Deux faits ont favorisé cette décision : la présence «d'un grand nombre de troupiers mariés dans ce bataillon et le manque de maisons dans les alentours de cette caserne»²¹.

En avril 1897, avant même que ne s'achève la campagne de Canudos, la municipalité tentera toutefois de mettre fin à cette irrégularité. Notant qu'il y avait sur le Morro de Santo Antonio plusieurs «hangars de bois [...] construits à l'occasion de la révolte, sur ordre du gouvernement, et d'autres sur initiative propre», un agent municipal sollicitera l'envoi d'une commission d'ingénieurs pour les inspecter²². En décembre de la même année, cette commission communiquait à son tour la présence sur place de «quarante et un baraquements de bois couverts de zinc, construits illégalement sur des terrains du gouvernement»²³.

Il existe par ailleurs des indications selon lesquelles à la même époque, en 1893-1894, des baraquements ont commencé à se construire sur une autre colline : le Morro da Providencia. Lilian Vaz rapporte que juste après la destruction du *cortiço Cabeça de Porco*, qui se situait précisément au pied de cette colline, l'un de ses propriétaires avait autorisé les anciens locataires à occuper d'autres terrains qu'il possédait sur le versant et à y bâtir des cases contre paiement²⁴.

On a aujourd'hui confirmation du fait que, vers la fin de l'année 1897, des soldats de retour de Canudos avaient obtenu des autorités militaires le droit d'occuper les pentes du Morro da Providencia, proche du quartier général de l'Armée. Au-delà de ce fait établi, aucun doute ne subsiste aujourd'hui quant à l'inexactitude de l'affirmation, pourtant encore largement accréditée, selon laquelle ces soldats auraient été à l'origine des *favelas* de la ville. Comme on l'a vu, elles sont nées quelque temps auparavant. Cela ne saurait cependant infirmer un autre fait reconnu : c'est bien à

20. Le mouvement de Canudos, né dans l'intérieur de l'État de Bahia (plus précisément dans le village du même nom) durant la dernière décennie du siècle, était de caractère religieux et avait à sa tête un pénitent fanatique. Le considérant à tort comme un mouvement de restauration de la monarchie, le tout nouveau gouvernement républicain enverra sur place de très nombreuses troupes qui finiront par raser le village en octobre 1897, massacrant des milliers de personnes.

21. Archives générales de la Ville de Rio de Janeiro (AGCRJ), registre 46-3-55.

22. AGCRJ, registre 67-1-25.

23. *Ibid.*

24. L.F. Vaz, «Notas...», *op. cit.*, p. 35.

D O S S I E R

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

partir de l'installation de celle du Morro da Providencia que le terme *favela*²⁵ s'est intégré au quotidien de la ville, comme on le verra plus loin.

Si l'on ne dispose que d'un nombre réduit de documents quant à l'origine du processus de «favelisation» de la ville, on sait que, entre 1898 et 1901, un fonctionnaire de la commission d'hygiène avait fait part à plusieurs reprises de ses inquiétudes à propos de la multiplication des baraquements sur le Morro de Santo Antonio, sans jamais obtenir de réponse²⁶. Il faudra attendre que la presse dénonce en 1901 le surgissement d'«un nouveau quartier, construit sans permis ni autorisation des autorités municipales, et sur des terrains du gouvernement [...], regroupant un total de 150 cabanes [...] et 632 habitants»²⁷ pour que la *favela* soit finalement reconnue comme touchant au domaine public²⁸.

La dénonciation aura un impact immédiat. Après s'être rendu sur place en personne, le maire constatera la présence non pas de 150, mais de près de 400 cases, qui selon lui «étaient de véritables porcheries, où il était impossible pour quiconque d'habiter»²⁹. Une autre constatation viendra accroître son étonnement : même si les premières cases avaient été construites par des soldats, ceux-ci y étaient largement minoritaires. Comme on le lui rapportera sur les lieux mêmes, «autrefois montées par des soldats, les cam-buses avaient été ensuite vendues par eux à des civils»³⁰.

C'est ainsi qu'allaient commencer à être divulgués à travers la ville les drames de la *favela*. Bien qu'occupant des terrains dont ils n'avaient pas la propriété, ses premiers habitants cherchaient déjà à en retirer une rente foncière/immobilière, un processus qui ne fera que s'amplifier avec le temps³¹. Pour l'heure, voulant mettre un terme à cette occupation illégale de terres, les pouvoirs publics prendront aussitôt des mesures répressives : le maire ordonnera la destruction immédiate de l'ensemble des cases³².

L'ère des démolitions

La mise en œuvre de la réforme urbaine (documents pages suivantes) n'a fait qu'aggraver le manque de logements déjà important dans la ville. Celle-ci a vu en effet disparaître en peu de temps une bonne partie de son parc immobilier sous l'effet de l'action conjointe de la Mairie, qui s'employait à élargir les rues et à ouvrir de nouvelles avenues, et du gouvernement fédéral, qui se consacrait à la

25. La *favela* est un arbuste typique de la steppe du Nordeste brésilien et très abondant dans le *sertão* de Canudos, où l'on trouvait par ailleurs une colline portant ce nom.

Que ce soit parce que le Morro da Providencia ressemblait à cette dernière ou parce que les soldats y ont trouvé (ou construit) quelque chose qui leur rappelait Canudos, le fait est que cette colline a commencé, tout de suite après leur installation, à être connue à Rio de Janeiro sous le nom de Morro da Favela.

26. AGCRJ, registre 32-4-6.

27. *JC*, 14/10/1901.

28. Il est intéressant de noter que c'est de nouveau le Morro de Santo Antonio, et non le Morro da Providencia – habituellement cité comme étant la «*favela* originelle» – qui était en cause.

29. *CM*, 17/10/1901.

30. *Ibid.*

31. L'existence dans les *favelas* d'un marché immobilier relativement cruel, aux mains de certains de leurs habitants ou de «propriétaires absents», est une constante que l'on retrouve durant toute la période étudiée, et qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

32. *CM*, 22/11/1901.

construction du port de Rio de Janeiro et des voies destinées à le desservir, en même temps qu'à une intense campagne de lutte contre le moustique vecteur de la fièvre jaune en s'attaquant avec une véhémence toute particulière aux habitations collectives.

Dans un rapport établi par une commission qu'avait désignée le ministère de la Justice afin d'élaborer un projet de loi pour la construction de logements ouvriers, l'ingénieur Everardo Backheuser³³, l'un de ses auteurs, révélait des chiffres alarmants :

« Cette commission [...] a constaté que le nombre de maisons démolies dépassait toutes les prévisions [...]. La Santé publique à elle seule [...] a fait fermer plus de 600 habitations collectives qui abritaient plus de 13 000 personnes »³⁴.

La presse quotidienne de l'époque dresse elle aussi un portrait dramatique de la situation. Les ordres d'expulsion, généralement affichés sur la porte d'entrée des immeubles voués à la démolition, établissaient des délais d'évacuation très courts. La population ainsi chassée devait ensuite résoudre rapidement son nouveau problème de logement. Si certains parmi les plus favorisés ont pu se réinstaller en banlieue³⁵, il était vital pour la grande majorité de se reloger dans le centre de la ville ou à proximité, incapable qu'elle était d'assurer les frais de transport. C'est ce qui a conduit un grand nombre de ces sans-logis à s'entasser dans les habitations collectives encore en place, au prix du reste de loyers élevés.

Sur ce tableau social déjà dramatique est venu se greffer l'effet des migrations :

« La situation de la classe pauvre était donc des plus précaires, même s'il y avait en ce moment à Rio beaucoup de travail bien rémunéré. Mais pour cette raison même, on voyait arriver quotidiennement de tous les alentours des paysans qui venaient échanger le travail des champs contre celui de l'ouvrier [...]. La population pauvre augmentait sans qu'augmente le nombre des maisons »³⁶.

Écrits en pleine « ère des démolitions », ces rapports constituent une source inestimable concernant la dimension sociale de la réforme urbaine instaurée au début du xx^e siècle à Rio de Janeiro. Il est néanmoins surprenant que ces documents n'établissent aucun lien entre l'aggravation du problème de l'habitat et la croissance des *favelas*³⁷. Bien que Backheuser ait vu dans le Morro da Favela l'exemple le plus frappant de la crise du logement, il n'a accordé en réalité à ce cas qu'une attention distraite. Cela tient sans doute

33. Ingénieur récemment diplômé, Backheuser faisait alors partie du personnel d'encadrement technique de la mairie. Plus tard, il s'est intéressé aux questions de géologie, de géographie humaine et de géopolitique, autour desquelles il a du reste produit une œuvre abondante, mais qui ne sera pas aussi bien accueillie que son récent biographe veut bien le laisser entendre. Cf. Sydney Santos, *A Cultura Opulenta de Everardo Backheuser*, Rio de Janeiro, Ed. Carioca de Engenharia, 1989.

34. Ministère de la Justice et des Affaires intérieures [MJNI], *Relatorio apresentado ao Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil pelo Dr J.J. Seabra, Ministro de Estado da Justiça e Negocios Interiores, en Março de 1906*, Rio de Janeiro, Imprensa Nacional, 1906, vol. 3, p. 308.

35. Voir à ce sujet Mauricio A. Abreu, « A Periferia de Ontem: O Processo de Construção do Espaço Suburbano no Rio de Janeiro, 1870-1930 », *Espaço & Debates*, vol. 7, n° 21, 1987, pp. 12-38.

36. MJNI, *Relatorio...*, op. cit., p. 300.

37. Il existe cependant un article, sans doute écrit par Ferreira da Rosa, qui donne quelques pistes sur le rapport entre l'essor de la *favela* du Morro de Santo Antonio et les démolitions entreprises à l'époque. Voir *O Commentario*, série 3, n° 8, décembre 1905.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

Avenida Central, 1905. La largeur de cette avenue nouvellement ouverte contrastait de façon évidente avec le modèle colonial de rues étroites qui prédominait alors dans le centre ville. (AGCRJ Archives de la ville de Rio de Janeiro, photo Augusto Malta.)

Illustration non autorisée à la diffusion

au caractère encore peu significatif que revêtait alors ce type d'habitat. De fait, face aux multitudes qui s'accumulaient dans les *cortiços*, les occupants du Morro da Favela n'ont été mentionnés par Backheuser que pour l'aspect «original et inattendu» de leur solution en matière d'habitation³⁸.

La «Charité de la Terre» : l'expansion initiale des *favelas*

Si, comme on l'a vu, l'expansion des *favelas* à travers le tissu urbain *carioca* a commencé avec la réforme urbaine, on note que, paradoxalement, les quotidiens de l'époque n'ont pas rendu compte du phénomène. C'est une fois la réforme menée à son terme qu'ils ont évoqué le fait que la nouvelle physionomie de la ville ne tenait pas uniquement à ses larges avenues et aux édifices de style éclectique tout juste sortis de terre pour venir embellir le centre ville. Pas très loin de ces «symboles du progrès», une quantité appréciable de bicoques, véritable négation de la modernisation urbaine, faisait désormais partie elle aussi du paysage *carioca*.

Prise de court par la rapide expansion de cette forme urbaine inusitée qui prenait à contre-pied le vaste effort entrepris pour embourgeoiser la ville, la presse va dès lors s'intéresser de plus près à ce nouvel habitat. C'est grâce à elle qu'il est aujourd'hui possible de retracer, ne serait-ce que partiellement, le processus de diffusion des *favelas*.

En 1907, le *Correio da Manhã* identifiait déjà clairement le phénomène en déclarant que pour la «nombreuse bande

38. MJNI, *Relatorio...*, op. cit., p. 304.

Illustration non autorisée à la diffusion

Avenida Central, 1908. Après la réforme urbaine, de nombreux bâtiments qui essayaient de reproduire sous les tropiques les styles architecturaux parisiens encadraient la nouvelle avenue, où apparaissent les premières automobiles.
(AGCRJ Archives de la ville de Rio de Janeiro, photo Marc Ferrez)

des bannis» de la ville, c'est-à-dire pour tous ceux que les travaux de restauration avaient expulsés de la zone centrale ou qui en avaient été chassés en raison de l'accroissement important des loyers, il ne restait vraiment que «les montagnes accueillantes [autrement dit] presque toutes les collines qui ceinturent la ville»³⁹. Et le journal ajoutait :

«L'exode ne s'arrête plus. Tous les jours passent des charrettes chargées de meubles disloqués, de boîtes de fer-blanc, de récipients de terre, de cages, de vieilles malles, allant par les routes des faubourgs et faisant halte au pied des montagnes. Les bois alpestres et ceux de la plaine ouvrent leurs bras accueillants aux expulsés, qui s'abritent entre les arbres, s'assoient sur les pierres et sur les grosses racines, accrochent leurs baluchons aux branches et, tandis que les hommes dressent à la hâte les huttes, les femmes installent la cuisine en plein air [...]. La montagne se peuple. C'est la charité de la Terre [...]. Et ainsi la pauvreté recule vers les hauteurs, s'abritant dans les monts, repoussée par la grandeur, par le faste qui anéantit les humbles demeures, par le progrès qui ne saurait consentir à voir rester des bicoques au cœur de la ville. La montagne ouvre son manteau de verdure et accueille les pauvres gens comme elle accueillait les saints au temps heureux des ermites»⁴⁰.

Il est aujourd'hui impossible d'identifier le moment exact où les collines de Rio ont commencé à se «faveliser». Seules quelques nouvelles éparses, issues le plus souvent des rapports de police, permettent de retracer des bribes de ce processus. En 1907, on trouve ainsi des indications précises révélant l'existence de plusieurs baraquements sur le Morro da Babilonia, dans la zone sud de la ville⁴¹. On sait aussi avec certitude que, en 1909, la *favela* do Salgueiro⁴²

39. CM, 2/6/1907.

40. *Ibid.*

41. CM, 2/6/1907.

42. CM, 30/3/1909. Tout semble indiquer que cette *favela* était en formation depuis déjà un certain temps. Voir à ce propos L.F. Vaz, "Contribuição...", *op. cit.*

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

existait déjà, et que la *favela* da Mangueira a surgi un an plus tard sur le Morro do Telegrafo⁴³.

Bien qu'ayant pris une certaine ampleur dès la première décennie de ce siècle, c'est à partir de 1910 que le processus de «favelisation» a connu son véritable essor. On pouvait lire en 1912 que «le versant du Morro de Andaraí est presque entièrement construit de cabanes, de taudis et de bicoques [*ranchos, tugurios e choupanas*] en tout genre»⁴⁴. Dans un autre journal, il était dit que dans le quartier tout récent de Copacabana on trouvait déjà «toute une population qui s'abrite à Vila Rica, dans des cases [*casebres*] pires que celles du Morro da Favela, où elle vit dans la crasse la plus complète»⁴⁵. D'autres informations rapportaient par ailleurs la présence d'innombrables baraques sur le Morro do Leme⁴⁶.

À la fin de l'année 1912 surgit la favela de São Carlos⁴⁷, et le directeur de la Santé Publique dénonce en 1913 la présence de 219 cases sur le Morro da Favela et de 450 sur le Morro de Santo Antonio, où «vit, sur les deux collines réunies, une population de près de 5 000 âmes». On apprend également que sept des «districts sanitaires urbains» rassemblent déjà un total de 2 564 baraques et 13 601 personnes⁴⁸. En 1915, des informations révèlent l'existence d'une *favela* sur le Morro dos Cabritos, à Copacabana, et d'une autre dans le quartier de Botafogo, sur le Morro do Pasmado⁴⁹. Puis les *favelas* gagnent le Morro do Catumbi⁵⁰, et bientôt les quartiers d'Ipanema, Lagoa et Leblon⁵¹, pour atteindre enfin les faubourgs de la ville⁵², (document ci-contre).

Les diverses *favelas* qui apparaîtront ainsi dans le paysage *carioca* durant ce court espace d'une dizaine d'années présentent au moins deux points communs : leur localisation sur les pentes des collines de la ville d'une part, et leur proximité avec d'importantes sources d'emploi d'autre part, aussi bien dans le centre que dans les quartiers résidentiels. C'est après 1920 que l'extension des *favelas* allait devenir multidirectionnelle en même temps qu'incontrôlable.

De la «Favela» aux «favelas»

Dans le Rio de Janeiro du XIX^e siècle, la présence de baraquements sur les collines n'était pas chose si rare. Elle a par exemple été signalée dans des récits datant de 1865 et de 1881⁵³. Il s'agissait pourtant d'exceptions à la règle, le mode d'habitat populaire habituel étant alors celui du *cortiço*. En outre, ces constructions ne sont jamais parvenues à l'époque à former des agglomérations notables.

43. AGCRJ, registre 25-3-33.

44. *CM*, 29/4/1912.

45. *O Copacabana*, 6^e année, n° 75, 21/7/1912.

46. *CM*, 3/3/1912.

47. *CM*, 15/2/1912.

48. *JC*, 11/12/1913.

49. *CM*, 19/12/1915 et *Revista da Semana*, 17^e année, n° 49, 15/1/1916.

50. *CM*, 23/7/1923.

51. *JB*, 12/8/1920 et *CM*, 15/12/1926.

52. *CM*, 7/1/1916.

53. Mauricio A. Abreu et Lilian F. Vaz, «Sobre as origens da Favela», *Anais do IV Encontro Nacional da ANPUR*, Salvador, ANPUR, 1993, pp. 481-492.

Illustration non autorisée à la diffusion

Les concentrations de bicoques observées sur les collines Santo Antonio et Providencia à la fin du siècle ont constitué la première exception de taille. Seuls la caution de l'autorisation militaire et le caractère «provisoire» attribué à ces logements peuvent apparemment expliquer l'absence de condamnation immédiate de la part de la Santé publique, par ailleurs trop occupée par la démolition des habitations collectives. Si les mesures punitives ne tardent pas à se manifester – tout d'abord avec le déplacement de la *favela* du Morro de Santo Antonio, avant même que ne soit entreprise la réforme urbaine –, l'État ne parviendra pourtant pas à faire aboutir sa volonté de reprendre le contrôle de l'espace urbain.

Peut-être en raison de sa localisation (à l'écart du centre névralgique de la ville), la *favela* du Morro da Providencia avait échappé au sort réservé à celle de Santo Antonio (document page suivante). En outre, elle n'est pas seulement devenue l'illustration notoire du contre-mouvement qui s'installait dans la ville et un défi à l'ordre que voulaient lui imposer les classes dirigeantes ; elle a joué aussi un rôle

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

*Morro da Providencia ou
«da Favela», 1912.
(AGCRJ Archives de la ville de
Rio de Janeiro,
photo Augusto Malta.)*

Illustration non autorisée à la diffusion

de premier plan dans les chroniques policières de Rio. Toute une série de crimes ont en effet commencé à s'y produire, semblables à ceux qui survenaient dans les quartiers populaires surpeuplés, et pourtant différents sous deux aspects: d'abord en raison de la localisation «exotique» de l'agglomérat, et donc de l'absence de l'appareil de «répression préventive» que l'on trouvait dans les autres zones urbaines, et ensuite parce que la topographie des lieux (accès difficile, possibilité d'embuscades) faisait des simples visites de police des expéditions à caractère réellement militaire.

En 1902, le Morro da Providencia était déjà vu par la presse comme «une honte pour une capitale civilisée»⁵⁴, comme «un site dangereux, que la voix populaire a dénommé Morro da Favela»⁵⁵. Il est difficile de savoir dans quelle mesure c'est vraiment la «voix populaire», plutôt que la «voix bourgeoise», qui a attribué à cette colline l'image d'un «site dangereux». Ce qui est certain en revanche, c'est que le surnom Morro da Favela a rapidement pris la place du toponyme antérieur, et que l'association entre le terme *favela* et les images du «danger», du «crime» et de la «perte de contrôle» s'est dès lors généralisée dans la presse.

Un autre facteur a largement favorisé la diffusion de ces images. Il s'agit de la célèbre «révolte de la vaccination», violente manifestation populaire survenue en novembre 1904 suite à une accumulation de mécontentements (réaction contre le projet de vaccinations obligatoires, contre les démolitions qui aggravaient la crise habitationnelle, etc.) et habilement récupérée et manipulée par des groupes politiques désireux de renverser le gouvernement⁵⁶. Les

54. *CM*, 4/1/1902.

55. *CM*, 17/9/1902.

56. Voir à ce propos Nicolau Sevcenko, *A Revolta da Vacina*, São Paulo, Brasiliense, 1984.

troubles les plus sérieux s'étant produits au pied du Morro da Providencia, bon nombre des participants à la révolte ont fini par se réfugier sur cette même colline, lorsqu'ils n'y habitaient pas déjà, contribuant ainsi à en accroître la mauvaise réputation aux yeux de la presse.

Si l'on excepte ces événements, la réforme urbaine allait cependant voler temporairement la vedette au Morro da Favela dans les colonnes des journaux. Avec toutes les transformations en cours dans la structure de la ville, il y avait beaucoup d'autres sujets d'actualité à traiter. Concernant la question de l'habitat populaire, la presse s'efforçait d'attirer l'attention sur l'aggravation de la crise du logement et sur la nécessité urgente pour la municipalité d'adopter une politique de construction de maisons ouvrières.

Cette politique ne sera jamais mise en œuvre, ce qui entraînera une propagation accrue du mode d'habitat instaurée sur les collines Santo Antonio et Providencia. Il faut noter toutefois que ce mouvement initial ne s'est pas accompagné d'une diffusion du terme générique de *favela*. Durant toute la décennie de 1910-1920, la presse continuera d'employer le mot avec un «f» majuscule, pour désigner spécifiquement la colline du même nom, ce qui ne l'empêchera pas de la décrire invariablement à grand renfort de superlatifs à connotation négative et d'allusions péjoratives: «le formidable Morro da Favela»⁵⁷, «la terrible Favela»⁵⁸, «la déjà tristement célèbre Favela»⁵⁹, ou encore «le trop fameux Morro da Favela»⁶⁰.

Même si elles n'étaient pas encore appelées *favelas*, la comparaison devenait inévitable entre les agglomérations de bicoques qui gagnaient les autres collines de la ville et le «modèle original». Dans le commentaire qu'il fait à propos de l'émergence de gourbis dans le quartier d'Andaraí, le *Correio da Manhã* se plaint ainsi de ce que «ce quartier, autrefois si paisible, se transforme peu à peu en Morro da Favela»⁶¹. Un autre reportage relatant les crimes commis sur le Morro da Mangueira fera dire au journaliste que «déjà, il ne fait plus aucun doute qu'il s'agit bien là d'une *Favela*»⁶².

En raison de l'énorme propagation de ces noyaux de population à travers l'espace urbain au cours des années vingt, le terme *favela* finit par se généraliser sous sa nouvelle forme substantivée, et dotée d'un «f» minuscule, pour désigner toutes les concentrations d'habitations précaires qui émergeaient dans la ville, généralement sur le flanc des collines et sur des terrains appartenant à des tiers, et sans auto-

57. CM, 15/1/1909.

58. CM, 7/6/1909.

59. CM, 23/1/1911.

60. CM, 20/6/1911.

61. CM, 29/4/1912.

62. CM, 3/6/1914.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

Illustration non autorisée à la diffusion

Morro da Favela, 1920.
(AGCRJ Archives de la ville
de Rio de Janeiro,
photo Augusto Malta.)

63. On trouve par exemple des indications de cette généralisation dans le *Jornal do Comercio* du 12/3/1926 en ces termes: «Ces peuplements qui ont déjà été baptisés ici *favelas* constituent non seulement une grave menace pour la salubrité publique [...], mais aussi un élément anti-esthétique que rehausse davantage encore la beauté du cadre naturel de cette capitale.»

64. *CM*, 16/11/1922.

65. *A Noite*, 17/10/1945, cité par L. Parisse, «Favelas...», *op. cit.*, p.82.

66. Everardo Backheuser, «Onde Moram os Pobres», *Renascença*, vol. 2 n° 13, 1905, p. 94.

risation des pouvoirs publics⁶³. Il est intéressant de noter que le terme *favelado*, qui désigne aujourd'hui l'habitant de la *favela* et revêt une connotation nettement péjorative, n'était pas utilisé à l'époque. En 1922, un article du *Correio da Manhã* fait allusion au «milieu *favelano*»⁶⁴. Le maire Henrique Dodsworth déclarera pour sa part en 1945, en parlant au terme de son mandat de l'administration des favelas telle qu'il l'avait conduite, avoir aidé «des milliers de *faveleiros*»⁶⁵. On trouvera également dans la presse l'adjectif *favelense* pour qualifier là encore l'habitant de la *favela*.

Les images de la *favela*

L'image d'une «terre sans loi» attribuée au Morro da Favela au début du siècle a ainsi fini assez rapidement par englober les autres *favelas* en formation. Dans une société qui venait tout juste de sortir de l'esclavagisme, il était inévitable que les *favelas*, et avec elles leur population majoritairement noire, soient identifiées à des symboles de «retard». Les références sont courantes à cette époque à la «persistance de l'Afrique au sein de la civilisation» et à «la populace de couleur noire». Principale responsable de la diffusion de ces images négatives, la presse présente paradoxalement une série de commentaires montrant la *favela* – contrairement à la vision que l'on cherchait généralement à en donner – sous des aspects également positifs.

Bien que hanté par la précarité des habitations qu'il avait trouvées sur le Morro da Favela, Backheuser déclarait ainsi dans un rapport de 1905 que «ne vivent pas là seulement des fauteurs de troubles et des scélérats [...]. Y habitent aussi des ouvriers travailleurs, que le manque ou la cherté des logements attirent en ces endroits élevés où l'on jouit d'une relative modicité des prix et d'une douce brise qui souffle continuellement, adoucissant la rudesse de l'habitat»⁶⁶.

Repaire de criminels mais aussi résidence de travailleurs, lieu où l'on est mal logé mais à bon prix, endroit insalubre mais pourtant plus sain que ceux offerts aux pauvres dans les zones urbaines «légalés», la *favela* va ainsi prendre racine dans le paysage *carioca* tout en s'associant à des images contradictoires.

On retrouve du reste constamment cette dualité d'images dans la presse. Dans un article de 1909, le journal *Careta* révèle le «Rio méconnu» et écrit que les cases de la Favela, «laborieusement construites sur la pierre [...] abri-

tent de nombreuses familles, des ouvriers, des lavandières, et même des malfaiteurs». Le même article conclut néanmoins que, «bien qu'elle renferme des éléments honnêtes, la Favela est un antre de scélérats et doit être arasée au nom de la décence et de l'hygiène de la capitale fédérale»⁶⁷.

Cette même année, le *Correio da Manhã* décrivait le Morro da Favela comme «le lieu où résident la plupart des braves de notre pays», mais aussi comme «la cachette de ceux qui sont prêts à tuer pour n'importe quel motif, ou même sans aucun motif»⁶⁸. Deux ans plus tard, lorsque les habitants du lieu seront menacés d'expulsion sur ordre des services de la Santé publique, le même journal révisera pourtant sa position :

«Aussi bien dans la Favela que sur le Morro de Santo Antonio habitent des centaines de travailleurs, des gens honnêtes, dignes de la considération des pouvoirs publics, et qui sont allés s'installer dans ces cases tant décriées pour n'avoir pas trouvé d'autre logement [...]. Attention, calme, prudence sont ardemment conseillés dans ces circonstances incertaines, où le pauvre a le droit d'exiger qu'on respecte sa misère, causée avant tout par l'incurie des puissants»⁶⁹.

Cette dualité des images est compréhensible. Comme l'a montré N. Sevcenko, la frontière était extrêmement ténue à l'époque entre la légalité et l'illégalité. Si, d'un côté, la loi voulait que soit considéré comme vagabond tout individu ne possédant pas de domicile fixe, sans se soucier de savoir s'il avait la possibilité de trouver un logement, de l'autre, tout homme sans travail devait lui aussi être vu en tant que vagabond, même si le taux élevé de chômage structurel qui touchait la ville réduisait une grande partie de la population à la condition de «vagabond obligé», contrainte qu'elle était d'alterner sans cesse le sous-emploi, les expédients occasionnels, la mendicité et parfois même le crime⁷⁰.

Or c'est dans les *favelas* que l'ensemble de ces phénomènes se faisait sentir avec le plus d'acuité. On y trouvait réunis le véritable travailleur (bien que souvent sous-employé) et celui vivant de petits services, le mendiant et le vagabond, et tous ces gens occupaient des habitations considérées par la loi comme temporaires, et par conséquent n'ayant pas droit au statut de «domicile fixe». C'est pour cette raison et en fonction d'intérêts relevant de la sécurité publique que les habitants des *favelas* étaient périodiquement importunés par la police, qui bien souvent alléguait précisément des motifs de vagabondage pour les emprisonner, avec ou sans preuves à l'appui.

67. *Careta*, n° 79, 4/12/1909, p. 23.

68. *CM*, 5/7/1909.

69. *CM*, 23/1/1911.

70. N. Sevcenko, *A Revolta...*, op. cit., p. 59.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

La «danse» des *favelas*

Dans un rapport rédigé au moment de l'apogée de l'«ère des démolitions», Backheuser déclarait que la mairie se devait d'adopter autour de l'habitat populaire une politique apte à répondre à trois nécessités urgentes : la salubrité des logements, leur prix modéré et leur proximité du lieu de travail. Dans le cas contraire, précisait l'ingénieur, il n'y aurait plus d'autre issue que de «juguler une rébellion franchement populaire, causée par le manque et la cherté des maisons». En conclusion de son rapport, il affirmait avoir déjà noté «les premiers rugissements de la tempête toute proche»⁷¹.

Écrit juste après la «révolte de la vaccination», ce rapport ne cherchait qu'à prévenir une répétition probable et amplifiée de la crise de 1904, qui avait été étouffée dans une répression policière brutale. Malgré ces avertissements, les trois points soulevés par Backheuser sont restés lettre morte ; alléguant qu'il s'agissait là d'une «dangereuse irruption du socialisme», l'administration municipale n'entreprendra aucune politique de construction de logements populaires, et l'initiative privée ne manifestera jamais un quelconque intérêt à l'égard de ce marché immobilier, malgré quelques mesures prises pour l'y encourager⁷². Quoi qu'il en soit, et en dépit du rapide accroissement de la population *carioca* en ce début de siècle, qui était passée de 811 443 à 1 157 873 habitants entre 1906 et 1920, les prévisions alarmistes de grandes révoltes sociales ne se sont jamais confirmées.

Certains arguments ont été récemment avancés pour tenter d'expliquer cet apparent paradoxe, qui s'accordent sur le fait que la permanence des *favelas* sur la scène *carioca* a été un facteur important de stabilité. Selon ces interprétations, une fois terminée la réforme urbaine et après avoir mené à bien sa politique de contrôle des épidémies, la municipalité aurait redistribué à la force de travail une grande partie des coûts de sa reproduction et elle se serait vue contrainte, bien que ne l'ayant jamais admis explicitement, d'accepter le maintien des *favelas* dans la ville, dans la mesure où cela garantissait le minimum de stabilité nécessaire au processus d'accumulation⁷³. En outre, tout semble indiquer que leur permanence sur le théâtre urbain ne faisait pas obstacle aux intérêts du capital ; bien au contraire, cette présence ne pouvait que leur profiter : les *favelas* représentaient une réserve importante de main-d'œuvre pour l'industrie, les activités de travaux publics et les prestations de services, y compris domestiques⁷⁴.

71. MJNI, *Relatorio...*, *op. cit.*, p. 210 et 315.

72. CM, 22/1/1911.

73. M.A. Abreu, «Da Habitação...», *op. cit.*

74. Centro de Memoria Social (CMS), «Assistencia Medica no Rio de Janeiro : Uma contribuição para a sua Historia no Periodo 1870-1945», rapport de recherche non publié, 1980 ; M.A. Abreu, «Evolução ...», *op. cit.*

Même si elles sont théoriquement cohérentes, ces interprétations ne doivent pas laisser croire que le maintien et l'expansion des *favelas* ont pu se faire en toute tranquillité. Leur affirmation dans le paysage de la ville a été jalonnée de nombreuses victoires et défaites, révélatrices des fortes tensions qu'engendrait leur présence. Une bonne illustration en est donnée par l'histoire du Morro de Santo Antonio. Première *favela* apparue dans la ville et ensuite déplacée (en 1901), elle avait retrouvé son ancien territoire pendant la réforme urbaine. Un observateur relève en 1909 :

«Le développement des constructions sur le Morro de Santo Antonio s'est accentué sous la dernière administration, durant les démolitions entreprises pour la percée de l'Avenida Central. Le soir, des bandes d'hommes, d'enfants et de femmes descendaient les sentiers pentus vers la ville, s'insinuant parmi les décombres, par les galeries des vieilles rues qui s'écroulaient pour que naisse l'Avenue, et là, avec précaution, ils extirpaient morceaux de bois, poutres, planches, feuilles de zinc usées, tout ce sur quoi ils pouvaient mettre la main, pour ensuite s'en retourner aux heures silencieuses, organisant la triste caravane de la misère. Le jour suivant, au lever du soleil, ils étaient déjà debout pour déblayer le terrain et installer les assises d'une nouvelle habitation»⁷⁵.

En 1910, un grand nombre de cases sont de nouveau démolies, les habitants obtenant cette fois l'autorisation de reconstruire sur le Morro do Telegrafo, à l'écart de la zone centrale⁷⁶. Peu après, les baraques avaient cependant repris leur emplacement d'origine, et elles seront menacées encore une fois de destruction en 1916⁷⁷. Après avoir réussi à arracher en mai de la même année un ajournement de l'ordre d'exécution judiciaire⁷⁸, les résidents du Morro de Santo Antonio se feront surprendre le mois suivant par un violent incendie, sans doute d'origine criminelle, qui détruira une grande partie de leurs habitations⁷⁹. Tel le phénix renaissant éternellement de ses cendres, la *favela* avait pourtant réintégré les lieux en 1919, au grand dam de la presse bourgeoise⁸⁰.

Sous couvert de motifs relevant de la sûreté militaire, c'est la *favela* du Morro da Babilonia qui sera à son tour déplacée en 1917⁸¹. En 1920, les promenades planifiées à travers la ville à l'occasion de la visite du roi de Belgique motiveront l'éradication d'une autre *favela* en formation sur le Morro Dois Irmãos, dans le quartier de Leblon⁸². En 1926, plusieurs familles résidant sur le Morro do Telegrafo sont violemment expulsées, en vertu d'une déci-

75. «O Morro de Santo Antonio», *Leitura Para Todos*, 4^e année, n° 40, juin 1909, p. 26.

76. AGCRJ, registre 25-3-33.

77. CM, 20/4/1916.

78. CM, 9/5/1916.

79. CM, 26/5/1916. On notera avec intérêt que, suite à cet incendie, les habitants de cette *favela* ont eu à nouveau la permission de se transférer sur le Morro do Telegrafo, ce qui fait que la Favela da Mangueira (installée sur cette même colline) est sans doute la seule à avoir reçu l'aval des pouvoirs publics. Voir le *Correio da Manhã* du 11/9/1916, et H. Dias da Cruz, *Os Morros...*, op. cit., p. 57.

80. *Revista da Semana*, 5/4/1919. Cette *favela* ne disparaîtra de la scène carioca que dans les années 1950, après arasement complet de la colline.

81. CM, 17/5/1917 et 22/4/1918.

82. JB, 12/8/1920.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

sion judiciaire de réattribution des terrains occupés à leurs propriétaires⁸³.

Mais chaque revers entraînait nécessairement une réaction. À peine expulsés d'un site, les *favelados* se dirigeaient aussitôt vers un autre endroit pour y installer une nouvelle *favela*. Cette «migration» ou «danse des *favelas*» a été clairement mise en évidence par Mattos Pimenta, qui, à partir de 1926, a écrit toute une série d'articles sur les *favelas* de Rio de Janeiro. Ayant pris parallèlement la tête d'une campagne qu'avait lancée le Rotary Club, son but avoué était, à travers ces articles, de sensibiliser les autorités fédérales en insistant sur la nécessité de construire des habitations prolétaires⁸⁴. Selon ses propres termes, détruire des baraquements ne servait à rien, sinon à déplacer le problème dans l'espace⁸⁵.

À vrai dire, la situation était devenue incontrôlable. Selon le même Mattos Pimenta, on dénombrait vers le milieu des années vingt dans les *favelas* de Rio plus de 100 000 personnes⁸⁶. Par ailleurs, la croissance économique de la ville continuait d'attirer les migrants, qui ne cessaient quant à eux de créer de nouvelles *favelas*, et toujours à proximité de centres d'emploi. L'inévitable invasion de terrains qui s'en est suivie a donné lieu à d'innombrables procédures d'expulsion, qui n'ont fait qu'entretenir la «danse des *favelas*» à travers le théâtre urbain. À l'aube des années trente, la situation ne s'était donc modifiée en rien. La presse de l'époque rapporte à ce sujet :

«Le temps et l'intense développement de la ville démontraient que même les collines, une fois réaménagées, étaient même une très bonne affaire pour la vente de lots de terrains. Et, contraintes par l'obligation de déménager, des centaines et des centaines de créatures, dont le seul tort est d'être pauvres dans la ville la plus belle du monde, sont périodiquement privées du toit misérable que la force de l'habitude les avait déjà amenées à considérer comme le leur [...]. Les uns se dispersent, les autres vont former de nouveaux agglomérats sur les terres d'autres propriétaires – futurs cas de fureur et de scandale»⁸⁷.

Ces illustrations sont parlantes. Elles indiquent que, plus qu'un processus lié uniquement à des intérêts relevant de l'État ou du capital, le maintien et la propagation des *favelas* sur la scène *carioca* doivent être vus aussi comme la matérialisation d'une véritable lutte que les groupes les plus pauvres de Rio de Janeiro ont eu à livrer au début du siècle pour défendre leur droit à la ville, une lutte qui en réalité se poursuit aujourd'hui.

83. *CM*, 17/4/1926.

84. Tout porte à croire que cette campagne ne poursuivait pas des fins purement humanitaires ou esthétiques. En 1940, Mattos Pimenta était en effet promu président de la Bourse immobilière de Rio de Janeiro. Voir à ce sujet *Rio Ilustrado*, sept. 1940, p. 151.

85. Voir par exemple *Jornal do Comercio*, 12/3/1926; *O Globo*, 11/3/1927 et 15/8/1927; *A Noticia*, 11/3/1927; *A Era Ferragista*, avril 1927.

86. *O Globo*, 15/8/1927.

87. *Revista da Semana*, 37^e année, n° 36, 15/8/1936, p. 36.

Les nouveaux visages de la *favela*

Les années 1920 peuvent être vues comme celles de l'affirmation définitive des *favelas* dans le paysage de Rio de Janeiro. En dépit de l'instabilité à laquelle étaient encore sujettes ces agglomérations, constamment victimes d'expulsions collectives, on constate que, sous l'effet conjugué de la croissance démographique de la ville et de l'absence de politique de l'habitat officielle, les *favelas* se sont à la fois multipliées et densifiées. Du même coup, leur éradication est devenue de plus en plus difficile.

Un autre facteur a contribué à leur enracinement. Ce sont les changements d'ordre culturel qui ont ébranlé tout le pays durant cette décennie, en particulier avec l'éclosion du mouvement «moderniste».

Soucieux de promouvoir l'expérimentation artistique et la recherche de nouvelles voies culturelles, le modernisme n'a pas seulement prôné l'adoption d'une esthétique neuve, capable de bousculer les canons culturels en vigueur ; il a également mis l'accent sur la nécessité de se soustraire à la domination culturelle étrangère. C'est sous l'impulsion de ce courant que les «thématiques indigènes» et les «esthétiques brésiliennes» seront remises à l'honneur et revalorisées, et c'est aussi dans ce contexte que l'image de la *favela* va entrer dans un processus de transformation. Là où l'on ne voyait jusque-là que laideur et misère, on verra désormais, en même temps, beauté et lyrisme ; là où ne résidaient que marginaux, hors-la-loi et prolétaires, on découvre que se cachaient également des poètes et des muses. Mieux encore : on s'aperçoit que ces catégories jusqu'alors incompatibles ne sont plus exclusives l'une de l'autre ! Auparavant antithèse du moderne, la *favela* en devient dès lors, en tant qu'image globale, l'une des expressions, ce qui viendra renforcer l'affirmation de Dumont selon laquelle l'une des facultés de la modernité est celle qui lui permet d'intégrer son contraire⁸⁸.

On peut trouver un exemple de cette transformation de la vision qui s'attachait à la *favela* dans un reportage publié en 1923, un an après la *Semaine d'Art Moderne* tenue à São Paulo, et qui décrit sous une forme entièrement nouvelle l'une des *favelas* de la ville :

«Les faubourgs ont trouvé chez Lima Barreto le fidèle interprète de leur existence monotone. Cependant, personne n'a su encore ressentir la rude et brutale poésie de nos collines, dans la beauté de laquelle se mêlent les refrains nostalgiques des *sambas* et le drame sanglant des "bang-bang-bangs"»⁸⁹.

88. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.

89. *CM*, 22/7/1923. La Presse de l'époque employait le terme «bang-bang-bang (*bam-bam-bam*)» pour désigner la figure du fier-à-bras.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

Qui donc étaient les personnages qui donnaient son contenu à cette rude et brutale poésie des *morros* ? En décrivant les «types» que l'on pouvait trouver dans la *favela*, et qui seront désormais présentés à leur juste valeur aux lecteurs du *Correio da Manhã* sous la plume du peintre moderniste Di Cavalcanti, le reporter poursuivait ainsi :

«Le *bamba* [...] est une copie plus originale, plus parfaite et plus intéressante du fameux *taita* argentin [...]. C'est un mélange de fier-à-bras et de malandrin. Il est provocateur et félon, et il a hérité en même temps de toutes les belles qualités du lutteur de *capoeira*, courageux et téméraire, et de tous les profonds défauts du *tunga*, fourbe et voleur [...]. La danseuse de *sambas* [...], la Salomé créole [...] possède un enchantement parfumé et une grâce enivrante et séductrice. Elle a le regard aguicheur [...] et la poitrine qui balance ; son cou est tiède et sa bouche est lascive. Elle symbolise la perte de ce monde infâme, où les hommes s'étripent avec le calme et la simplicité que nous mettons, nous de notre côté, à nous embrasser»⁹⁰.

Lieu où les hommes sont téméraires et les femmes sensuelles, où la guitare a une mélodie enivrante, et même si elle conserve les traits d'un «monde infâme» et d'un «repaire d'assassins», la *favela* est désormais célébrée et exaltée par des poètes, figurée par des peintres. Jusqu'alors présents sur la scène publique uniquement à travers les chroniques policières, ses personnages envahissent les couplets des sambas qui louent la «danseuse de samba», la «toute petite maison», le «malandrin», des sambas qui vont très vite devenir populaires dans toutes les couches sociales.

Forte de sa nouvelle image, la *favela* s'inscrit aussi sous une forme différente dans l'imaginaire *carioca*. Elle n'est plus seulement synonyme de criminalité et de troubles : elle devient «créatrice de rêves». Cette dernière image se cristallise définitivement vers le milieu des années trente grâce à la chanson *Chão de Estrelas* d'Orestes Barbosa, qui dresse un portrait idyllique du quotidien de la *favela*⁹¹.

L'ascension de la *favela* au statut national de «chose à nous» va tout de suite attirer l'attention de personnalités étrangères venues visiter la ville. On le verra par exemple en 1926, lors de la venue de l'écrivain fasciste F. Marinetti – le «pape du futurisme», selon la presse –, qui, conseillé par des intellectuels *cariocas*, avait entrepris une «visite nocturne» du Morro da Favela pour y rechercher des «émotions fortes». Le récit de cette expédition revêt une grande importance historique. Cela tient moins à l'événement de la visite en soi qu'à la description détaillée que fait le reporter des nouveaux rapports qui s'étaient établis entre la police et les

90. *Ibid.*

91. Une publication récente consacrée au Morro da Favela, et dont nous n'avons eu connaissance qu'après avoir terminé ce travail, a souligné cette corrélation étroite qui existe entre la popularisation de la samba à Rio de Janeiro et le changement qu'a connu l'image de la *favela* dans les années vingt. Voir Sonia Zylberberg (éd.), *Morro da Providencia : Memórias da Favela*, Rio de Janeiro, Secretaria Municipal de Cultura, 1992.

habitants de la Favela, et qui passaient désormais par la médiation de deux «parrains» locaux qui avaient partagé la colline en zones d'influence distinctes. Vivant de la location de baraques et de l'exploitation de buvettes, ces deux individus étaient allés jusqu'à envoyer des représentants auprès du commissariat le plus proche pour y accueillir Marinetti et son entourage et les guider, aux alentours de minuit, le long des sentiers pentus de la Favela. Le journaliste relate ainsi ces nouveaux rapports de pouvoir :

«La police ne pouvait pas placer de pelotons sur la colline. Il s'est établi une parfaite "entente cordiale" avec les "caciques" les plus prestigieux. Tacitement, les autorités de la zone déléguaient ainsi leurs pouvoirs à ces hommes fort respectés, qui ont commencé officieusement à agir comme des représentants du commissaire. Ce n'est que de la sorte qu'a pu se résoudre le problème de la lente pacification de la Favela. En peu de temps, sous cette autorité de tutelle, les mesures préventives ont été adoptées. Les buvettes, les gargotes ont commencé à fermer plus tôt. Les heurts ont commencé à se résoudre grâce au prestige des chefs amis des autorités. Aujourd'hui, à 8 heures du soir, presque toute la Favela dort déjà»⁹².

Ce nouveau visage du Morro da Favela – celui d'un espace devenu territoire – sera également exalté par l'un des guides de l'excursion:

«Si ces messieurs pensent venir chercher ici des sensations nouvelles, la description de faits où nos hommes apparaissent comme des éléments dangereux, comme de terribles malfaiteurs traqués par la police, et trouvant ici refuge sous notre protection, vous vous trompez. Ce qu'on voit ici, c'est la pauvreté de la ville, la vraie misère, mais celles de gens qui travaillent [...]. Ici, il y a de la discipline, de l'ordre»⁹³.

La diffusion par des artistes et des chefs locaux de ces nouvelles images de la *favela* ne sauraient toutefois laisser croire que les idées préconçues qui circulaient jusqu'alors à son sujet avaient pour autant disparu. Refusant de souscrire à ce qu'il appelait une inversion totale de valeurs, Mattos Pimenta traduisait ainsi son indignation :

«Messieurs, déplorable et incompréhensible, néfaste et dangereuse est l'habitude acquise par certains de nos intellectuels de glorifier les *favelas* et, suite à une indicible perversion du goût, de découvrir beauté et poésie dans ces agglomérats triplement abjects aussi bien qu'anti-esthétiques, anti-sociaux et anti-hygiéniques. Ridicule et révoltante est la tendance qui s'accroît parmi nous, à l'instigation de certains esprits bohèmes, à accepter les *favelas* comme une de nos caractéristiques, comme une institution heureuse et intéressante, digne d'être léguée à nos descendants comme une tradition nationale. Non!... Aux intellectuels extravagants qui font l'apologie de la crapulerie et

92. CM, 19/5/1926.

93. Ibid.

DOSSIER

Territoires urbains contestés

Mauricio de Almeida Abreu
Reconstruire une histoire oubliée

de la saleté, qui exaltent la tromperie et l'infâmie, qui célèbrent le tapage et la puanteur, et qui proclament que tout ceci est brésilien, que tout ceci est *carioca*, nous opposerons quant à nous le bon sens, les règles incorruptibles de l'Art véritable, les préceptes légitimes de la vraie Science, en sauvant du démantèlement futuriste ce chef-d'œuvre de la Nature qu'est Rio de Janeiro»⁹⁴.

En conclusion

La fin des années 1920 a ainsi entretenu un ardent débat autour de la *favela*. Si la glorification grandissante de la samba et de ses personnages a contribué à conférer aux *favelas* une aura poétique qui allait rapidement s'affirmer et obtenir une consécration définitive, les débats urbanistiques s'élevant contre l'inconvenance de leur présence dans le paysage de la ville se sont eux aussi maintenus avec insistance. Mattos Pimenta poursuivra sa campagne en faveur de l'éradication des *favelas*, mais sans pour autant réussir à convaincre le gouvernement d'adopter une politique d'habitat allant en ce sens. Par ailleurs, Alfred Agache, qui coordonnait alors l'élaboration d'un plan d'urbanisme de Rio, va tenter d'imposer dans l'espace urbain tous les idéaux esthétiques et fonctionnels pour lesquels se battait Mattos Pimenta, mais il reconnaissait aussi que, sans construire de nouveaux «quartiers ouvriers» dans les faubourgs, il n'était pas possible d'extirper les *favelas* de la ville.

La Révolution de 1930 finira par redéfinir la place de la *favela* sur la scène urbaine. Ayant fait des zones urbaines son principal appui, le nouveau régime laissera dans une certaine mesure les *favelas* en paix, bien que sans justifier leur présence dans la ville. Il ira même, en certaines occasions, jusqu'à secourir leurs habitants en prenant leur parti contre les propriétaires fonciers, ce qui contribuera à forger au président Getulio Vargas son image de «père des pauvres». Cette situation se maintiendra relativement stable jusque dans les années soixante, lorsque les rapports de forces vont être bouleversés. Revigorés par la nature du régime politique instauré à l'occasion du coup d'État de 1964, les intérêts immobiliers de la ville réussiront à imposer un changement de cap radical au nouveau gouvernement, l'amenant à mettre en œuvre une campagne massive d'éradication à l'égard de diverses *favelas* de Rio de Janeiro, en particulier de celles qui s'étaient implantées dans les zones les plus privilégiées.

94. CM, 18/11/1926.